



Chapitre P-13

LOI DE POLICE

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Interprétation:** 1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient:
- «*Commission*»; a) «*Commission*»: la Commission de police du Québec constituée en vertu de l'article 8;
- «*Sûreté*»; b) «*Sûreté*»: la Sûreté du Québec constituée en vertu de l'article 38;
- «*directeur général*»; c) «*directeur général*»: l'officier mentionné au paragraphe 1° de l'article 43 et nommé en vertu de l'article 44, directeur général de la Sûreté;
- «*membres de la Sûreté*»; d) «*membres de la Sûreté*»: les titulaires des fonctions mentionnées aux paragraphes 1° à 5° de l'article 43;
- «*cadets de la Sûreté*»; e) «*cadets de la Sûreté*»: les personnes mentionnées à l'avant-dernier alinéa de l'article 43;
- «*municipalité*»; f) «*municipalité*»: toute corporation municipale, quelle que soit la loi qui la régit;
- «*corps de police municipal*»; g) «*corps de police municipal*»: un corps de police établi par une municipalité;
- «*directeur ou chef*»; h) «*directeur ou chef*»: le directeur ou chef d'un corps de police municipal;
- «*policier municipal*»; i) «*policier municipal*»: tout membre d'un corps de police municipal y compris le directeur ou chef mais à l'exclusion d'un cadet municipal;
- «*constable spécial*»; j) «*constable spécial*»: toute personne nommée constable spécial en vertu des articles 81 ou 82;
- «*Cadet municipal*». k) «*cadet municipal*»: tout membre d'un corps de police municipal qui en fait partie à ce titre.

1968, c. 17, a. 1; 1969, c. 22, a. 1; 1970, c. 12, a. 1.

- Constables et agents de la paix.** 2. Les membres de la Sûreté ainsi que les policiers municipaux sont, dans tout le territoire du Québec, constables et agents de la paix; il en est de même de tout constable spécial dans le territoire

pour lequel il est nommé, sous réserve toutefois des restrictions contenues dans l'écrit constatant sa nomination.

1968, c. 17, a. 2.

- Qualités requises. **3.** Une personne doit, pour devenir cadet ou membre de la Sûreté ou cadet ou policier municipal
- a) être de citoyenneté canadienne;
 - b) être de bonnes moeurs;
 - c) n'avoir jamais été déclarée coupable ni s'être avouée coupable d'une infraction au Code criminel sur une poursuite intentée au moyen d'un acte d'accusation, ni s'être avouée coupable à la suite d'une dénonciation pour une infraction au Code criminel qui, selon la dénonciation, devait être poursuivie au moyen d'un acte d'accusation;
 - d) avoir subi avec succès un examen médical suivant les normes prescrites par les règlements de la Commission devant un médecin désigné par la Sûreté ou, dans le cas d'un cadet ou policier municipal, par la municipalité dont il s'agit;
 - e) remplir les autres conditions prescrites par les règlements de la Commission visés au paragraphe *a* de l'article 18.

Constable spécial. Une personne doit aussi, pour devenir constable spécial, se conformer aux dispositions de l'alinéa précédent mais elle n'est pas tenue de se conformer aux dispositions des paragraphes *d* et *e* si elle est nommée constable spécial pour moins de trente jours.

1968, c. 17, a. 3; 1970, c. 12, a. 2.

- Serments. **4.** Tout membre de la Sûreté, tout policier municipal et tout constable spécial doivent, avant d'entrer en fonctions, prêter les serments prévus aux annexes A et B, en la manière prévue par la présente loi.

1968, c. 17, a. 4.

- Preuve de nomination. **5.** La commune renommée est une preuve suffisante de la nomination d'un membre de la Sûreté ou d'un policier municipal et de son droit d'agir en cette qualité.

Autorisation. Un membre de la Sûreté ou un policier municipal qui porte plainte en cette qualité n'est pas tenu de prouver qu'il a obtenu l'autorisation de le faire.

1968, c. 17, a. 5.

- Activités politiques prohibées. **6.** Les cadets et membres de la Sûreté ne peuvent, sous peine de destitution, se porter candidat à une élection fédérale, provinciale, municipale ou scolaire ou se livrer à une activité partisane en faveur d'un candidat ou d'un parti politique.

Application territoriale. Les dispositions de l'alinéa précédent s'étendent à tout constable spécial dans les limites du territoire pour lequel il est nommé; elles s'étendent également à tout cadet ou policier municipal qui peut toutefois se porter candidat ou se livrer à une activité partisane lors d'une élection municipale ou scolaire hors des limites de tout district judiciaire dont fait partie la municipalité qui l'emploie.

Infraction et peine. Toute personne qui, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'une autre, ordonne à un cadet ou membre de la Sûreté, un constable spécial ou un cadet ou policier municipal de se livrer à une activité partisane contrairement aux alinéas précédents ou incite un policier à le faire, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de \$100 à \$500 et d'un emprisonnement de six mois, en outre du paiement des frais.

1968, c. 17, a. 6; 1970, c. 12, a. 3.

Infraction et peine. 7. Toute personne qui laisse croire faussement qu'elle est un cadet ou membre de la Sûreté, un cadet ou policier municipal ou un constable spécial, notamment au moyen du costume qu'elle porte ou d'insignes qu'elle arbore, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire intentée par une personne autorisée à cette fin par le procureur général, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus deux cents dollars, et des frais.

1968, c. 17, a. 7; 1970, c. 12, a. 4.

SECTION II

COMMISSION DE POLICE

§1. — *Constitution*

Constitution. Nom. 8. Un organisme est constitué sous le nom de « Commission de police du Québec ».

Usage exclusif du nom. Aucune personne non plus qu'aucun organisme autre que la Commission ne peut, nonobstant toute autre loi ou tout règlement municipal, être désigné sous un nom comprenant l'expression « Commission de police ».

1968, c. 17, a. 8; 1969, c. 22, a. 2; 1977, c. 5, a. 14.

Composition. 9. La Commission est formée de neuf membres, dont un président choisi parmi les juges des sessions ou de la Cour provinciale et un vice-président, nommés par le gouvernement qui fixe leur traitement, lequel ne peut être réduit par la suite.

Mandat. Les membres de la Commission sont nommés pour un mandat

n'excédant pas dix ans; le mandat, une fois fixé, ne peut être réduit par la suite. Nonobstant l'expiration de leur mandat, les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Exception. Toutefois le président cesse d'être membre de la Commission s'il cesse d'être juge.

Remplacement temporaire. Au cas d'incapacité d'agir du président par suite d'absence ou de maladie, il est remplacé par le vice-président; lorsqu'un autre membre est ainsi incapable d'agir, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité, par le gouvernement qui fixe ses honoraires.

Occupation exclusive. Les membres de la Commission doivent s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des devoirs de leur fonction.

1968, c. 17, a. 9; 1970, c. 12, a. 5; 1971, c. 16, a. 1.

Membres additionnels. **10.** Le gouvernement peut, à la demande de la Commission, si l'expédition de ses affaires l'exige, nommer tout membre additionnel pour le temps qu'il détermine et fixer son traitement et, s'il y a lieu, son traitement additionnel, ses honoraires ou ses allocations.

1969, c. 22, a. 3.

Séances simultanées. **11.** La Commission peut siéger simultanément en plusieurs divisions composées d'au moins deux membres désignés par le président.

Décision en cas de désaccord. Lorsqu'il y a divergence entre les membres de la Commission dont les opinions se partagent également sur une question, celle-ci est référée au président qui la décide.

Quorum. Le quorum de la Commission est de deux membres; sauf lorsque la Commission siège au cours d'une enquête qu'elle tient en vertu de la présente loi, ce quorum comprend le président.

1968, c. 17, a. 10; 1969, c. 22, a. 4.

Bureau principal. **12.** La Commission a son bureau principal à Québec ou dans une localité adjacente, mais elle peut tenir des séances à tout endroit dans le Québec.

1968, c. 17, a. 11.

Secrétaire. **13.** Le secrétaire de la Commission est nommé par le gouvernement qui fixe son traitement; il ne peut être destitué que conformément à l'article 66 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

Application. La section II de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12) s'applique au secrétaire et aux membres de la Commission de police; toutefois, la retraite avec pension peut être accor-

dée à chacun d'eux qui, après vingt-cinq ans de service, en fait la demande et donne sa démission.

1968, c. 17, a. 12; 1968, c. 18, a. 1.

Copies certifiées
authentiques.

14. Les documents ou copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives sont authentiques s'ils sont certifiés par le président ou le secrétaire.

1968, c. 17, a. 13.

Personnel.

15. Les fonctionnaires et employés de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique.

1968, c. 17, a. 14.

Immunité.

16. Les membres de la Commission de même que son secrétaire ainsi que ses fonctionnaires et employés ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Recours prohibés.

Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre la Commission ou ses membres agissant en leur qualité officielle.

Annulation.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'alinéa précédent.

1968, c. 17, a. 15; 1974, c. 11, a. 2.

§2.—*Devoirs et pouvoirs*

Objets.

17. La Commission est chargée de favoriser la prévention du crime et l'efficacité des services de police au Québec et elle doit à ces fins

a) collaborer à l'établissement, par la Sûreté, d'un service central de renseignements et de statistiques ayant pour but de faciliter la détection des crimes et le dépistage de leurs auteurs et au maintien de ce service à la disposition des autres corps de police;

b) conseiller la Sûreté, les corps de police municipaux et les municipalités en matière policière et à ces fins, les visiter ou les faire visiter par ses fonctionnaires et employés;

c) organiser un service de recherches pour améliorer les méthodes policières de détection et de répression du crime.

1968, c. 17, a. 16; 1970, c. 12, a. 6.

Réglementation.

18. La Commission peut, par règlement,

a) déterminer le niveau de scolarité et les cours de formation policière exigibles ainsi que les autres qualités requises pour devenir cadet ou membre de la Sûreté, cadet ou policier municipal, constable spécial ou directeur ou chef d'un corps de police municipal ainsi que pour exercer une fonction ou obtenir un grade dans un corps de police municipal;

b) prescrire les programmes de formation et de perfectionnement qui peuvent être dispensés à l'Institut de police du Québec et dans les écoles de police du Québec visés à la section VI;

c) déterminer les caractéristiques des uniformes et insignes qui peuvent être portés par les cadets et membres de la Sûreté, les cadets ou policiers municipaux et les constables spéciaux ainsi que de leur équipement;

d) déterminer les statistiques, archives, livres et comptes que doivent tenir la Sûreté et les corps de police municipaux de même que leurs membres et les constables spéciaux, ainsi que les formules qu'ils doivent utiliser;

e) prévoir la façon dont un membre de la Sûreté, un policier municipal ou un constable spécial doit disposer des sommes d'argent qui lui sont remises en paiement de frais ou d'honoraires ou à titre de dépôt ou qui sont autrement entrées en sa possession dans l'exercice de ses fonctions;

f) établir des règles d'éthique relatives à la conduite des cadets et membres de la Sûreté, des cadets et policiers municipaux et des constables spéciaux, dans leurs rapports entre eux et avec les citoyens;

g) établir des règles de procédure et de pratique pour la conduite des affaires qui sont de sa compétence et pour sa régie interne;

h) déterminer les fonctions qui peuvent être exercées et les grades qui peuvent être décernés dans un corps de police municipal, eu égard aux effectifs du corps;

i) établir une échelle indicative des traitements susceptibles d'être versés au directeur ou chef d'un corps de police municipal ainsi qu'aux membres d'un tel corps qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail;

j) déterminer les décorations et citations qui peuvent être décernées, prévoir les cas où elles peuvent l'être, la procédure d'attribution de ces décorations et citations de même que les personnes susceptibles de les obtenir.

1968, c. 17, a. 17; 1969, c. 22, a. 5; 1970, c. 12, a. 7; 1971, c. 16, a. 2.

Approbation des
règlements.

19. Les règlements de la Commission sont subordonnés à l'approbation du gouvernement.

Publication.

S'ils reçoivent cette approbation, ils sont publiés dans la *Gazette*

officielle du Québec et entrent en vigueur le jour de leur publication ou à toute date ultérieure qui y est fixée pour cette fin.

Effet. Ils ont leur effet nonobstant toute disposition inconciliable de la charte ou des règlements d'une municipalité.

Variations. Ceux qui sont adoptés aux fins des paragraphes *a, b, c, d, e, h* et *i* de l'article 18 peuvent varier selon les régions ou localités et les catégories de personnes auxquelles ils sont applicables.

1968, c. 17, a. 18; 1968, c. 23, a. 8; 1971, c. 16, a. 3.

§3.—*Enquêtes*

Enquête sur la criminalité. **20.** La Commission doit faire enquête, chaque fois que demande lui en est faite par le gouvernement, sur tout aspect de la criminalité qu'il indique.

Enquête sur organisation. La Commission doit aussi faire enquête sur les activités d'une organisation ou d'un réseau, ses ramifications et les personnes qui y concourent, dans la mesure qu'indique le gouvernement lorsque ce dernier a des raisons de croire que dans la lutte contre le crime organisé ou le terrorisme et la subversion, il est de l'intérêt public d'ordonner la tenue d'une telle enquête.

1968, c. 17, a. 19; 1971, c. 16, a. 4; 1972, c. 16, a. 1.

Enquête sur la Sûreté. **21.** La Commission doit faire enquête sur la Sûreté ou tout corps de police municipal à la demande du gouvernement ainsi que sur la conduite de tout membre de la Sûreté, de tout policier municipal ou de tout constable spécial, chaque fois qu'elle en est requise par le procureur général; elle est aussi tenue de faire enquête chaque fois qu'une municipalité, à la majorité absolue des membres du conseil, lui demande de le faire sur son corps de police ou sur la conduite de l'un des membres de ce corps ou d'un constable spécial nommé par le maire.

Enquête sur la Sûreté. La Commission peut aussi faire enquête sur la Sûreté ou tout corps de police municipal ainsi que sur la conduite de tout membre de la Sûreté, de tout policier municipal ou de tout constable spécial, de sa propre initiative, ou chaque fois qu'un citoyen lui en fait la demande par écrit et lui donne des raisons suffisantes à l'appui de sa demande.

1968, c. 17, a. 20; 1971, c. 16, a. 5.

Pouvoir d'enquête. **22.** Pour les fins de ces enquêtes, la Commission ainsi que chacun de ses membres et chaque personne autorisée par elle à faire enquête sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1968, c. 17, a. 21.

Mandat de perquisition et saisie. **23.** Aux fins d'une enquête visée à l'article 20, la Commission ou un de ses membres qui est un juge peut délivrer un mandat pour autoriser un membre de la Commission ou toute autre personne qui y est désignée, à perquisitionner dans les établissements, les lieux ou les véhicules indiqués d'une façon générale ou particulière dans le mandat, à examiner les objets, les livres, écrits ou autres documents qui se trouvent dans ces établissements, lieux ou véhicules et à les saisir.

1972, c. 16, a. 2.

Emploi de la force. **24.** Dans l'exécution d'un mandat visé à l'article 23, une personne peut employer la force nécessaire pour pénétrer dans les établissements, les lieux ou les véhicules dans lesquels elle est autorisée à perquisitionner, prendre toutes les mesures nécessaires pour effectuer les fouilles requises, recourir à l'assistance nécessaire à ces fins, et contraindre toute personne à lui remettre les objets, livres, écrits ou autres documents visés à l'article 23.

1972, c. 16, a. 2.

Mandat non requis en cas d'urgence. **25.** Dans les cas d'urgence et où un mandat ne peut être obtenu en temps utile, toute personne autorisée à faire enquête par la Commission peut, lorsqu'elle a un motif raisonnable de croire que des objets, livres, écrits ou autres documents sont susceptibles de disparaître et qu'ils peuvent être utiles aux fins d'une enquête visée au deuxième alinéa de l'article 20, exercer sans mandat les pouvoirs prévus aux articles 23 et 24, et de plus contraindre toute personne à lui remettre des objets, livres, écrits ou autres documents utiles aux mêmes fins.

1972, c. 16, a. 2.

Remise d'objets saisis. **26.** Tout objet, livre, écrit ou autre document saisi en vertu des articles qui précèdent doit être remis en la possession de la Commission sans délai.

Demande pour remise des objets saisis. Une personne qui croit avoir un intérêt dans les objets, les livres, écrits ou autres documents visés aux articles 23 et 25 peut, après l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours de la saisie ou de la prise de possession, faire une demande écrite à la Commission pour qu'ils lui soient remis et celle-ci peut en ordonner la remise à la personne qu'elle indique dans son ordonnance ou, à défaut, déterminer la façon dont il en est disposé.

1972, c. 16, a. 2.

Ordonnance de remise. **27.** La Commission peut, de sa propre initiative ou à la suite d'une

demande de la personne qui a effectué la saisie ou pris possession des livres, écrits ou autres documents, en ordonner en tout temps la remise à la personne qu'elle indique dans son ordonnance ou, à défaut, déterminer la façon dont il en sera disposé.

1972, c. 16, a. 2.

Témoins. **28.** Toute personne qui témoigne au cours d'une de ces enquêtes a les mêmes privilèges et les mêmes immunités qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.

Assistance d'avocat. Une telle personne a aussi le droit de se faire assister d'un avocat.

1968, c. 17, a. 22.

Témoignage de personnes
mentionnées dans une
enquête.

29. Dans une enquête visée à l'article 20, une personne dont le nom ou les activités ont fait l'objet d'une mention au cours d'une audience publique de la Commission peut, avec la permission de celle-ci, témoigner pour expliquer sa conduite ou porter à l'attention de la Commission un fait qu'elle croit de nature à l'éclairer.

1972, c. 16, a. 3.

Huis clos.

30. La Commission peut en tout temps au cours de ses enquêtes, si elle le juge d'intérêt public, ordonner qu'une séance soit tenue à huis clos.

Audition privée d'un
témoin.

De plus, dans une enquête visée au deuxième alinéa de l'article 20, elle peut, lorsqu'elle le juge nécessaire, ordonner l'audition privée d'un témoin et exclure toute autre personne du lieu de l'audition. Le témoignage rendu dans un tel cas doit être tenu confidentiel sous réserve de la discrétion de la Commission d'utiliser, aux fins de son rapport, les renseignements ainsi obtenus sans qu'ils ne puissent toutefois être reliés au témoin ainsi entendu.

1972, c. 16, a. 3.

Production de déclaration
signée.

31. Lorsqu'au cours d'une enquête visée à l'article 20, il est impossible, pour des raisons jugées suffisantes par la Commission, de signifier à une personne une assignation pour qu'elle rende témoignage ou lorsqu'une personne à qui une telle assignation a été signifiée est absente du Québec pendant la période de l'enquête, la Commission peut accepter la production de toute déclaration portant sa signature qu'elle a faite à la Commission, à un de ses membres ou à une personne autorisée par la Commission à faire enquête.

1972, c. 16, a. 3.

Preuve de déclarations. **32.** Lorsqu'au cours d'une enquête visée à l'article 20, la Commission est d'avis qu'un témoin qui a antérieurement fait une déclaration à la Commission, à un de ses membres ou à une personne autorisée par elle à faire enquête, tente manifestement d'induire la Commission en erreur ou évite de donner des réponses véridiques ou satisfaisantes, elle peut permettre la preuve d'une telle déclaration.

1972, c. 16, a. 3.

Avis des séances. **33.** La Commission doit, chaque fois qu'elle tient des séances publiques au cours d'une enquête effectuée en vertu de la présente loi, donner avis de la date et du lieu du début de ces séances dans un journal français et un journal anglais, publiés dans la localité la plus proche du lieu des séances.

Copies certifiées des témoignages. Des copies certifiées des témoignages reçus pendant une séance publique tenue au cours d'une enquête visée à l'alinéa précédent peuvent être obtenues par toute personne qui en fait la demande à la Commission, sur paiement des honoraires déterminés par ses règles de pratique, pourvu que demande en soit faite à la Commission au plus tard un an après la remise du rapport de son enquête au procureur général, ou après la décision de la Commission, s'il s'agit d'une enquête tenue en vertu de l'article 79.

1968, c. 17, a. 23; 1969, c. 22, a. 6; 1970, c. 12, a. 8; 1972, c. 16, a. 4.

Blâme. **34.** La Commission ne peut, dans ses rapports, blâmer la conduite d'une personne ou recommander que des sanctions soient prises contre elle à moins de l'avoir entendue sur les faits qui donnent lieu à un tel blâme ou à une telle recommandation. Toutefois cette obligation cesse si cette personne a été invitée à se présenter devant la Commission dans un délai raisonnable et si elle a refusé ou négligé de le faire. Cette invitation est signifiée de la même façon qu'une assignation en vertu du Code de procédure civile.

1968, c. 17, a. 24.

Rapport au procureur général. **35.** Lorsqu'une enquête a été faite conformément aux articles qui précèdent, la Commission est tenue de soumettre au procureur général un rapport écrit exposant les constatations qui ont été faites; lorsque l'enquête a été faite à la demande d'une municipalité, avis doit aussi être donné à la municipalité des conclusions de l'enquête; si l'enquête a été faite à la demande d'un citoyen, la Commission peut aussi l'aviser de ses conclusions, et aviser la municipalité intéressée s'il y a lieu.

1968, c. 17, a. 25.

Paiement des dépenses au cas de demande frivole faite par municipalité.

36. Lorsqu'une enquête a été faite conformément aux articles qui précèdent, à la demande d'une municipalité, la Commission peut, si elle constate que la demande était frivole, fixer le montant de toutes les dépenses encourues par la Commission relativement à cette enquête et ordonner qu'elles soient payées par la municipalité; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête de la Commission par la Cour provinciale ou, si le montant en jeu est de trois mille dollars ou plus, par la Cour supérieure; la Commission exécute ensuite le jugement contre la municipalité et transmet les deniers ainsi perçus au ministre des finances qui les verse dans le fonds consolidé du revenu; la Commission a les pouvoirs requis pour agir à ces fins sous son nom.

1968, c. 17, a. 26; 1970, c. 12, a. 9.

§4.—*Rapports annuels*

Rapport et son contenu.

37. La Commission doit au plus tard le 31 mars de chaque année, faire au procureur général un rapport de ses activités pour l'année civile précédente; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le gouvernement ou le procureur général peut prescrire.

Dépôt.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

1968, c. 17, a. 27; 1968, c. 9, a. 90.

SECTION III

LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

§1.—*Constitution*

Constitution. Nom.

38. Un corps de police est constitué sous le nom de «Sûreté du Québec».

1968, c. 17, a. 28; 1977, c. 5, a. 14.

Devoirs.

39. La Sûreté est, sous l'autorité du procureur général, chargée de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans tout le territoire du Québec, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois du Québec, et d'en rechercher les auteurs.

1968, c. 17, a. 29.

- Territoire partagé en districts.** **40.** Pour l'exercice des fonctions de la Sûreté, le territoire du Québec est partagé en districts, selon que le détermine le gouvernement; tout arrêté adopté à ces fins entre en vigueur à la date à laquelle il est publié dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.
1968, c. 17, a. 30; 1970, c. 12, a. 10.
- Sections.** **41.** Le procureur général peut, selon qu'il le juge à propos, établir des sections, postes et bureaux de la Sûreté dans chacun des districts déterminés en vertu de l'article 40.
1968, c. 17, a. 31; 1970, c. 12, a. 10.
- Quartiers généraux.** **42.** La Sûreté a ses quartiers généraux dans la ville de Montréal mais le gouvernement peut les transporter dans toute autre localité; tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.
1968, c. 17, a. 32; 1968, c. 23, a. 8.
- §2. — Personnel**
- Personnel.** **43.** La Sûreté se compose des membres suivants:
1° un officier, désigné sous le titre de directeur général de la Sûreté, qui commande et administre la Sûreté;
2° cinq officiers, dont chacun est désigné sous le titre de directeur général adjoint de la Sûreté, qui sont chargés de seconder le directeur général dans l'exercice de ses fonctions et de le remplacer lorsqu'il décède, ou est absent ou temporairement incapable d'agir;
3° des officiers désignés respectivement sous les titres d'inspecteurs-chefs, inspecteurs, sous-inspecteurs, capitaines et lieutenants, au nombre déterminé pour chaque catégorie par le gouvernement;
4° des sous-officiers désignés sous les titres de sergents et caporaux, au nombre déterminé pour chaque catégorie par le gouvernement;
5° des agents et des agents auxiliaires au nombre déterminé pour chaque catégorie par le gouvernement.
- Cadets.** La Sûreté comprend également des cadets au nombre déterminé par le gouvernement.
- Ordre de remplacement.** Le gouvernement détermine par règlement, l'ordre suivant lequel les directeurs généraux adjoints remplacent le directeur général au cas de décès, d'absence ou d'incapacité d'agir du directeur général.
1968, c. 17, a. 33; 1969, c. 22, a. 7; 1972, c. 16, a. 5.

- Directeur général. **44.** Le gouvernement nomme le directeur général de la Sûreté, fixe son traitement et établit l'endroit où il doit résider.
1968, c. 17, a. 34.
- Mandat. **45.** Le directeur général reste en fonctions durant bonne conduite jusqu'à l'âge de la retraite; il ne peut être destitué que par le gouvernement, sur rapport de la Commission après enquête de celle-ci faite à la requête du procureur général.
1968, c. 17, a. 35.
- Nominations. **46.** Les officiers de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 2° et 3° de l'article 43 sont nommés, sur recommandation du directeur général, par le gouvernement qui détermine leur traitement suivant la classification et l'échelle des traitements prévues par les règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 57.
1968, c. 17, a. 36; 1969, c. 22, a. 8.
- Nominations. **47.** Le directeur général nomme, avec l'approbation du procureur général, les membres de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 4° et 5° de l'article 43 ainsi que les cadets. Leur traitement est déterminé suivant la classification et l'échelle des traitements prévues par les règlements adoptés en vertu du paragraphe *a* de l'article 57.
1968, c. 17, a. 37.
- Serments. **48.** Le directeur général prête les serments prévus à l'article 4 devant un juge des sessions ou un juge de la Cour provinciale, et les directeurs généraux adjoints les prêtent devant le directeur général; les autres membres de la Sûreté les prêtent devant le directeur général ou l'un des directeurs généraux adjoints.
1968, c. 17, a. 38; 1969, c. 22, a. 9.
- Services exclusifs. **49.** Les cadets et membres de la Sûreté doivent s'occuper exclusivement du travail de la Sûreté et des devoirs de leurs fonctions. Ils ne peuvent remplir aucun autre emploi ni se livrer, directement ou indirectement, à aucun commerce.
1968, c. 17, a. 39.
- Avis de démission. **50.** Tout cadet ou membre de la Sûreté qui désire quitter son emploi doit donner avis de son intention au directeur général au moins trente jours avant la date de son départ.
- Remise d'effets. Il doit, à l'expiration de ce délai, remettre au directeur général les

uniformes, insignes, armes, pièces d'identité et tous autres effets qu'il a en sa possession et qui appartiennent à la Sûreté. Toute infraction au présent article rend le contrevenant passible, sur poursuite sommaire intentée par une personne autorisée à cette fin par le procureur général, d'une amende de cinquante à deux cents dollars, et des frais.

1968, c. 17, a. 40.

Fonctionnaires et employés. **51.** Les fonctionnaires et employés de la Sûreté autres que les membres et les cadets sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

1968, c. 17, a. 41.

§3. — *Direction*

Commandement. **52.** Les cadets et membres de la Sûreté ainsi que ses fonctionnaires et employés sont sous les ordres du directeur général.

1968, c. 17, a. 42.

Juges de paix. **53.** Le directeur général et les directeurs généraux adjoints sont d'office juges de paix pour tout le territoire du Québec.

1968, c. 17, a. 43; 1969, c. 22, a. 10.

Enquêtes. **54.** Le directeur général peut enquêter sur la conduite de tout cadet ou membre de la Sûreté.

Délégation de pouvoirs. À ces fins, il peut déléguer ses pouvoirs à l'un des directeurs généraux adjoints ou à tout autre officier de la Sûreté qu'il désigne; le directeur général, le directeur général adjoint et les officiers ainsi désignés sont, pour les fins de ces enquêtes, investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1968, c. 17, a. 44; 1969, c. 22, a. 11.

Sanctions. **55.** Le directeur général peut, pour cause, suspendre tout cadet ou tout membre de la Sûreté ou lui imposer les sanctions prescrites par les règlements adoptés en vertu du paragraphe e de l'article 57. Il doit donner avis sans délai au procureur général de toute suspension qu'il décrète.

1968, c. 17, a. 45.

Congédiements. **56.** Le directeur général peut congédier pour cause, avec l'appro-

bation du procureur général, tout cadet ou tout membre de la Sûreté mentionné aux paragraphes 4° et 5° de l'article 43.

1968, c. 17, a. 46.

§4.—*Règlements*

Réglementation.

57. Le gouvernement peut, par règlement,

a) pourvoir à la classification et adopter l'échelle des traitements des membres de la Sûreté mentionnés aux paragraphes 2°, 3°, 4° et 5° de l'article 43 ainsi que des cadets;

b) pourvoir au paiement de frais médicaux pour les cadets et membres de la Sûreté;

c) organiser la direction et la régie interne de la Sûreté et assurer sa bonne administration et son efficacité, ainsi que la discipline de ses membres et des cadets;

d) établir, en outre des conditions déterminées en vertu de l'article 18, le niveau de scolarité requis pour devenir cadet ou membre de la Sûreté, l'âge prescrit et les autres qualités requises ainsi que les conditions d'entraînement des cadets et membres de la Sûreté;

e) prévoir les sanctions applicables aux cadets et aux membres de la Sûreté au cas d'infraction aux règlements adoptés en vertu du paragraphe c du présent article ou des paragraphes d, e et f de l'article 18.

Recommandation.

Le gouvernement adopte les règlements visés aux paragraphes c, d et e du présent article sur la recommandation du directeur général.

1968, c. 17, a. 47; 1969, c. 22, a. 12.

§5.—*Régime de retraite*

Pension obligatoire.

58. La pension avec retraite est obligatoire pour tout membre de la Sûreté du Québec après trente-deux ans de services.

Pension obligatoire.

Elle est aussi obligatoire à l'âge de soixante ans.

1968, c. 17, a. 48; 1971, c. 17, a. 6.

Application de régime de
retraite.

59. Le gouvernement peut rendre applicable aux membres de la Sûreté visés aux paragraphes 1° à 3° de l'article 43, avec ou sans modification, le régime de retraite prévu à un contrat de travail conclu en vertu de l'article 8 de la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (chapitre R-14).

1968, c. 17, a. 49; 1971, c. 17, a. 6.

Contributions versées au fonds consolidé. **60.** Les contributions payables par les membres de la Sûreté en vertu d'un régime de retraite prévu à l'article 59 sont, à compter du 1^{er} septembre 1971, versées au fonds consolidé du revenu; les rentes, autres prestations ou remboursements de contributions payables en vertu d'un tel régime de retraite à compter de ladite date sont payés à même le fonds consolidé du revenu.

1968, c. 17, a. 50; 1971, c. 17, a. 8.

Application du régime. **61.** Un régime de retraite prévu à l'article 59 s'applique, à compter du 1^{er} septembre 1971, à tous les membres de la Sûreté du Québec qui étaient en fonction à cette date ou sont entrés en fonction après cette date.

1968, c. 17, a. 51; 1971, c. 17, a. 8.

Années comptées pour fin de pension. **62.** Les années qu'un membre de la Sûreté auquel s'applique un régime de retraite prévu à l'article 59, a droit de faire compter, pour fin de pension, en vertu de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12) peuvent être comptées aux fins d'un régime de retraite visé à l'article 59, pourvu que ce membre n'ait pas reçu de remboursement de ses contributions.

1971, c. 17, a. 8.

Incessibilité. **63.** Toute rente, autre prestation ou remboursement payable en vertu d'un régime de retraite visé à l'article 59, est incessible et insaisissable.

1971, c. 17, a. 8.

SECTION IV

CORPS DE POLICE MUNICIPAUX

Corps de police municipal obligatoire. **64.** Toute municipalité de cité ou de ville est tenue d'établir par règlement et de maintenir dans son territoire un corps de police; toutefois, le gouvernement peut dispenser, pour la période qu'il détermine, une telle municipalité de se conformer à cette obligation, s'il est d'avis que la population de la municipalité ou d'autres circonstances le justifient.

Municipalités locales. Toute autre municipalité locale au sens du Code municipal est autorisée à établir et maintenir un tel corps de police.

1968, c. 17, a. 52.

Réglementation. **65.** Toute municipalité visée à l'article 64 a les pouvoirs requis pour adopter des règlements afin de:

a) pourvoir à l'organisation, à l'équipement et au maintien d'un corps de police ainsi qu'à la discipline de ses membres;

b) prescrire les devoirs et attributions des membres de ce corps et prévoir les sanctions applicables en cas d'infraction aux règlements concernant la discipline;

c) pourvoir à l'imposition de sanctions, y compris la destitution ou l'amende à tout membre du corps de police qui accepte ou exige, directement ou indirectement, une somme d'argent, un avantage ou des boissons alcooliques en considération d'un exercice d'influence ou d'un acte ou omission dans l'exécution de ses fonctions;

d) déterminer les endroits où les membres du corps de police peuvent avoir leur résidence, établir des classes parmi eux ainsi que les grades qui peuvent leur être attribués et prescrire les inspections auxquelles ils doivent se soumettre.

Application. Ces règlements s'appliquent sous réserve des autres dispositions de la présente loi et des règlements de la Commission adoptés en vertu de l'article 18.

Copie à la Commission. Le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité qui a adopté un règlement portant sur un sujet visé au présent article doit en transmettre copie à la Commission dans les quinze jours qui suivent son entrée en vigueur.

1968, c. 17, a. 53; 1969, c. 22, a. 13.

Règlement de discipline. **66.** Toute municipalité visée à l'article 64 qui maintient un corps de police doit, à la demande de la Commission, adopter et lui transmettre, dans les soixante jours qui suivent cette demande, un règlement pourvoyant à la discipline des membres de ce corps et prévoyant les sanctions applicables au cas d'infraction à ce règlement; un tel règlement entre en vigueur sur approbation de la Commission.

1970, c. 12, a. 12.

Devoir. **67.** Tout corps de police municipal et chacun de ses membres sont chargés de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans le territoire de la municipalité pour laquelle il est établi, ainsi que dans tout autre territoire sur lequel cette municipalité a compétence, de prévenir le crime ainsi que les infractions à ses règlements et d'en rechercher les auteurs.

1968, c. 17, a. 54; 1968, c. 18, a. 2.

- Commandement. **68.** Tout corps de police municipal est sous la direction d'un directeur ou chef qui le commande.
1968, c. 17, a. 55.
- Serments. **69.** Le directeur ou chef d'un corps de police municipal prête les serments prévus à l'article 4 devant le maire, et les autres policiers municipaux qui en font partie devant le directeur ou chef de police.
1968, c. 17, a. 56; 1970, c. 12, a. 13.
- Registre. **70.** Le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité qui a établi un corps de police doit tenir un registre de tous les policiers qui sont membres de ce corps; chacun de ces policiers peut exiger du greffier ou du secrétaire-trésorier un certificat attestant sa nomination.
1968, c. 17, a. 57.
- Mandat obligatoire en certains cas. **71.** Nonobstant toute disposition inconciliable de la charte d'une municipalité, nul ne peut être arrêté pour avoir commis une infraction à la Loi sur les cités et villes, au Code municipal, à la charte d'une municipalité ou à un règlement municipal à moins qu'un mandat n'ait été délivré à cette fin par un juge de paix.
- Exception. Toutefois, tout policier municipal peut arrêter sans mandat toute personne qu'il trouve en train de troubler la paix, l'ordre, la santé ou la sécurité publics contrairement à un règlement municipal.
- Diligence. Toute personne arrêtée par un policier municipal pour une infraction visée au présent article doit être traduite sans retard devant le tribunal compétent.
1968, c. 17, a. 58; 1969, c. 22, a. 14.
- Engagement de comparaître. **72.** Lorsqu'une personne est arrêtée pour avoir commis une infraction visée à l'article 71, le policier qui a la direction du poste où cette personne est conduite peut, de son propre chef si la personne a été arrêtée sans qu'un mandat d'arrestation ait été délivré à cette fin, ou avec l'autorisation du juge de paix qui a signé le mandat d'arrestation, si cette personne a été arrêtée en vertu d'un tel mandat, lui permettre de souscrire avec ou sans caution, ou avec dépôt, un engagement de comparaître, dans le délai qu'il fixe, devant le tribunal compétent, à défaut de quoi le cautionnement sera forfait ou le dépôt confisqué, et tout juge de paix pourra alors ordonner son arrestation.
1968, c. 17, a. 59.
- Ententes intermunicipales. **73.** Le conseil de toute municipalité visée à l'article 64 peut faire

des règlements pour conclure avec une autre telle municipalité entièrement ou partiellement située dans un rayon de vingt milles une entente ayant pour objet soit de lui fournir l'usage de ses lieux de détention et les services de son corps de police, soit d'en organiser un en commun avec elle; cette autre municipalité peut adopter un règlement pour accepter cette entente, pourvoir au paiement des dépenses et soumettre son territoire à la juridiction de ce corps de police.

Durée. L'entente doit être conclue pour une période de six ans et elle se renouvelle par périodes successives de trois ans à défaut d'avis écrit de six mois donné par une partie à l'autre.

Comité intermunicipal. L'entente peut prévoir la formation d'un comité intermunicipal et la délégation à ce comité de la totalité ou d'une partie des pouvoirs que possèdent les municipalités à l'égard de la fusion qui fait l'objet de l'entente.

Approbation. Les règlements qui l'autorisent requièrent l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission.

1968, c. 17, a. 60; 1969, c. 22, a. 15.

Contrats prohibés. **74.** Une municipalité ne peut, autrement que suivant l'article 73, faire un contrat ayant pour effet de confier à un tiers l'organisation ou le maintien d'un corps de police.

1968, c. 17, a. 61.

Procureur général réputé employeur. **75.** Lorsqu'un policier municipal agit en qualité d'agent de la paix dans un autre territoire que celui de la municipalité qui l'emploie, le procureur général est, à compter du 21 juin 1968, réputé être son employeur pour les fins de la Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3) et il fait partie de l'annexe C de ladite loi.

Calcul selon gains. Les gains de ce policier municipal qui sont utilisés par la Commission des accidents du travail afin de calculer tout montant qui peut lui être ainsi payable sont ceux qu'il reçoit de la municipalité qui l'emploie; toutefois le montant qui lui est ainsi payable ne doit pas être inférieur à celui qu'il aurait retiré s'il avait agi dans l'exécution de ses fonctions pour le compte de la municipalité qui l'emploie.

1968, c. 17, a. 62; 1972, c. 16, a. 6.

Compensations dans le cas de policier municipal. **76.** 1. Au cas d'incapacité totale et permanente ou de décès d'un policier municipal par le fait ou à l'occasion du travail qu'il accomplit en qualité d'agent de la paix dans un autre territoire que celui de la municipalité qui l'emploie, les compensations suivantes, dans les cas ci-après énumérés, tiennent lieu de celles qui sont prévues à la Loi sur les accidents du travail; toutefois, si des bénéfices sont payables au policier, à sa veuve et à ses enfants, selon le cas, en vertu

	d'un régime supplémentaire de rentes, ces compensations sont réduites d'un montant équivalant au montant de ces bénéfices.
Montant de la rente annuelle.	2. Au cas d'incapacité totale et permanente: une rente annuelle égale aux quatre cinquièmes du traitement que le policier municipal recevait à la date de l'accident et, après son décès, les rentes ci-après prévues. Au cas de décès: a) lorsqu'une veuve est le seul dépendant, une rente annuelle égale à la moitié du traitement que le défunt recevait au moment de son décès; b) lorsque les dépendants sont une veuve et des enfants, une rente annuelle égale à la moitié du traitement que le défunt recevait au moment de son décès et une rente mensuelle additionnelle de douze dollars pour chaque enfant âgé de moins de dix-huit ans; c) lorsque les dépendants sont des enfants, ou lorsque la veuve décède ou se remarie, une rente mensuelle de cinquante dollars à chaque enfant âgé de moins de dix-huit ans.
Maximum.	La rente annuelle et les rentes mensuelles prévues au paragraphe <i>b</i> et les rentes mensuelles prévues au paragraphe <i>c</i> ne doivent, en aucun cas, excéder en totalité les deux tiers du traitement que recevait la victime au moment de l'accident.
Incessibilité.	3. Les rentes prévues au présent article sont incessibles et insaisissables et sont payables par versements mensuels.
Rente à la veuve.	4. La rente annuelle à la veuve n'est payable que pendant viduité. Cependant, si elle se remarie, il lui est payé une compensation égale à la moitié du traitement annuel que recevait la victime au moment de l'accident.
Revalorisation.	5. Nonobstant le troisième alinéa du paragraphe 2 du présent article, le montant de toute rente annuelle visée au présent article est revalorisé à compter du 1 ^{er} janvier 1970 et établi, depuis cette date, d'après le traitement alors payable au policier municipal ayant le même titre et le même nombre d'années de service que la victime de l'accident à la date de cet accident.
Indexation.	6. Le montant de toute rente prévue au présent article doit, à compter du 1 ^{er} janvier 1970, être ajusté annuellement, de la manière et à l'époque prescrites conformément à l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9) pour l'ajustement des prestations payables en vertu de ladite loi, de telle sorte que le montant payable pour un mois d'une année subséquente ou pour une année subséquente soit égal au produit obtenu en multipliant le montant qui aurait été autrement payable pour le mois ou l'année par la proportion que représente l'indice des rentes pour cette année subséquente par rapport à l'indice des rentes pour l'année qui la précède, nonobstant le troisième alinéa du paragraphe 2 du présent article.
Montants payables.	7. Les montants payables en vertu du présent article ne doivent pas être inférieurs à ceux qui auraient été payables si le policier avait

agi dans l'exécution de ses fonctions pour le compte de la municipalité.

1970, c. 12, a. 14; 1971, c. 17, a. 9; 1972, c. 16, a. 7.

Compensations dans le cas
de policier municipal.

77. Au cas d'incapacité totale et permanente ou de décès d'un policier municipal par le fait ou à l'occasion du travail autrement que dans le cas prévu à l'article 76, la municipalité doit payer au policier, à sa veuve et à ses enfants, selon le cas, une compensation dont le montant doit correspondre à la différence entre les bénéfices qu'ils reçoivent en vertu de la Loi sur les accidents du travail et d'un régime supplémentaire de rentes, s'il en est, et les bénéfices auxquels ils auraient droit si l'article 76 de la présente loi leur était applicable.

1970, c. 12, a. 14; 1971, c. 17, a. 10.

Enquête de la Commission.

78. Toute difficulté résultant de l'application des articles 75 à 77 est décidée exclusivement et en dernier ressort par la Commission après enquête.

1970, c. 12, a. 14.

Destitution de directeur de
police.

79. Le conseil d'une municipalité visée à l'article 64 ne peut, quelles que soient les modalités de son engagement et nonobstant toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, destituer le directeur ou chef de son corps de police ou réduire son traitement que par une résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins la majorité absolue de ses membres.

Destitution de policiers.

Le conseil d'une telle municipalité ne peut non plus, nonobstant toute disposition inconciliable de toute loi générale ou spéciale, destituer un autre membre de son corps de police qui n'est pas un salarié au sens du Code du travail et qui, entre le 2 mai 1969 et le 1^{er} juillet 1969, aura été au service de la municipalité depuis au moins vingt-quatre mois ou qui, à compter de cette dernière date, aura été à son service depuis au moins six mois, ni réduire son traitement, que par une résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins la majorité absolue de ses membres.

Signification et appel.

La résolution visée au premier ou au deuxième alinéa doit être signifiée à la personne qui en fait l'objet en lui en remettant copie en mains propres; cette personne peut toutefois interjeter appel d'une telle décision à la Commission qui décide en dernier ressort après enquête.

Délai d'appel.

Cet appel doit être formé dans les quinze jours qui suivent le moment où la décision du conseil de la municipalité a été signifiée.

Suspension sans traitement.

Si une telle résolution vise la destitution d'une personne, elle emporte la suspension sans traitement de la personne qui en fait

- l'objet, jusqu'à ce que la destitution prenne effet conformément à l'alinéa suivant.
- Moment de la destitution.** La destitution ou la réduction de traitement prévue dans une résolution visée au présent article a effet uniquement:
- a) à compter du moment où la personne qui en fait l'objet y acquiesce,
 - b) à compter de l'expiration du délai d'appel sans qu'un appel n'ait été interjeté à la Commission, ou
 - c) à compter du moment où la Commission approuve la résolution.
- Indemnisation si l'appel est maintenu.** Si l'appel est maintenu, la Commission peut aussi ordonner à la municipalité de payer à l'appelant une somme d'argent qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a encourues pour cet appel; elle peut en outre, si la résolution visait la destitution de la personne qui en faisait l'objet, ordonner à la municipalité de payer à cette personne, la totalité ou toute partie du traitement qu'elle n'a pas reçu pendant sa suspension et dont la Commission fixe le montant et enjoindre à la municipalité de rétablir, pour cette période, les autres avantages et allocations dont la personne bénéficiait avant la suspension.
- Homologation.** L'ordonnance à ces fins est homologuée sur requête de l'appelant par la Cour provinciale ou, si le montant en jeu est de trois mille dollars ou plus, par la Cour supérieure; l'appelant peut ensuite exécuter le jugement contre la municipalité.
- 1968, c. 17, a. 63; 1969, c. 22, a. 16; 1970, c. 12, a. 15; 1971, c. 16, a. 6.

SECTION V

CONSTABLES SPÉCIAUX

- Nomination.** **80.** Tout juge de la Cour d'appel, de la Cour supérieure ou de la Cour provinciale, tout juge des sessions ou tout juge d'une cour municipale peut, avec l'approbation du procureur général, nommer par écrit et pour le temps qu'il détermine des personnes désignées sous le titre de constables spéciaux, pour maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans le territoire qu'il désigne, y prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois du Québec et en rechercher les auteurs; un tel constable spécial ne peut toutefois exercer ses pouvoirs d'agent de la paix que sous réserve des restrictions indiquées dans l'écrit constatant sa nomination.
- 1968, c. 17, a. 64; 1974, c. 11, a. 2.
- Nomination par conseil municipal.** **81.** Le conseil de toute municipalité visée à l'article 64 peut, par règlement, autoriser le maire à nommer par écrit, en cas d'urgence

- et pour une période n'excédant pas sept jours, des personnes désignées sous le titre de constables spéciaux, pour maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans le territoire de la municipalité ainsi que dans tout autre territoire dans lequel elle a compétence, de prévenir le crime ainsi que les infractions à ses règlements et d'en rechercher les auteurs.
- Nombre maximum. Tout règlement adopté en vertu de l'alinéa précédent peut prescrire le nombre maximum de personnes que le maire peut nommer constables spéciaux et fixer le montant maximum de la rémunération qui peut leur être accordée.
- 1968, c. 17, a. 65.
- Deux exemplaires. **82.** L'écrit constatant la nomination d'un constable spécial doit être fait en deux exemplaires dont l'un est remis à la personne ainsi nommée.
- 1968, c. 17, a. 66.
- Serments. **83.** Tout constable spécial nommé en vertu de l'article 80 prête les serments prévus à l'article 4 devant le juge qui le nomme.
- Serments. Tout constable spécial nommé par le maire d'une municipalité prête ces serments devant lui ou devant le greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité.
- Écrit. Un écrit constatant la prestation de ces serments doit être rédigé sur-le-champ en deux exemplaires dont l'un est remis à la personne qui le prête.
- 1968, c. 17, a. 67.
- Écrit de nomination transmis au procureur général. **84.** Lorsqu'un juge nomme un constable en vertu de l'article 80, le protonotaire ou le greffier de la cour à laquelle appartient le juge doit transmettre sans délai au procureur général un exemplaire de l'écrit portant la nomination du constable ainsi qu'un exemplaire de l'écrit constatant la prestation des serments.
- 1968, c. 17, a. 68.
- Registre. **85.** Le greffier ou secrétaire-trésorier de toute municipalité visée à l'article 64 doit tenir un registre des personnes nommées constables spéciaux par le maire.
- Écrit de nomination au procureur général. Il doit aussi transmettre sans délai au procureur général un exemplaire de l'écrit portant nomination de ces constables spéciaux ainsi qu'un exemplaire de l'écrit constatant la prestation des serments.
- 1968, c. 17, a. 69.

- Commandement. **86.** Les constables spéciaux nommés en vertu de l'article 80 exercent leurs pouvoirs sous la direction du procureur général ou sous celle de la personne qu'il indique; les constables spéciaux nommés par le maire d'une municipalité les exercent sous celle du directeur ou chef du corps de police de la municipalité.
1968, c. 17, a. 70.
- Dispositions applicables. **87.** Les articles 71 et 72 s'appliquent *mutatis mutandis* aux constables spéciaux nommés par le maire d'une municipalité.
1968, c. 17, a. 71.
- Port d'insigne. **88.** Tout constable spécial doit, chaque fois qu'il agit en cette qualité, porter un insigne conforme aux règlements de la Commission adoptés en vertu du paragraphe c de l'article 18 et garder sur lui, un exemplaire de l'écrit portant sa nomination et l'exhiber chaque fois qu'il en est requis à l'occasion d'un acte qu'il pose dans l'exercice de ses fonctions.
- Peine pour infraction. Tout constable spécial qui contrevient aux dispositions de l'alinéa précédent commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cent à deux cents dollars, et des frais.
1968, c. 17, a. 72.
- Destitution. **89.** Tout constable spécial nommé en vertu de l'article 80 peut être destitué par le juge qui l'a nommé ou par tout juge visé à l'article 80 lorsqu'une demande à cette fin lui est présentée par le procureur général.
- Destitution par juge. Tout juge visé à l'article 80 peut destituer un constable spécial nommé par le maire d'une municipalité lorsqu'une demande à cette fin lui est présentée par le procureur général.
1968, c. 17, a. 73; 1968, c. 18, a. 3.

SECTION VI

INSTITUTIONS DE FORMATION POLICIÈRE

- Établissement. Nom. **90.** Une institution de formation policière est établie au ministère de la justice sous le nom de «Institut de police du Québec».
1968, c. 17, a. 74; 1977, c. 5, a. 14.
- Objets. **91.** L'Institut est chargé de dispenser des cours de formation policière et de perfectionnement aux cadets et aux membres de la Sûreté.
1968, c. 17, a. 75.

Formation du conseil. **92.** L'Institut est dirigé par un conseil formé du procureur général ou de son représentant, qui le préside, et de quatre autres membres nommés par le gouvernement; celui-ci fixe, s'il y a lieu, le traitement, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun de ces quatre autres membres.

1968, c. 17, a. 76.

Fréquentation. **93.** Les cadets et policiers municipaux ainsi que les constables spéciaux et les personnes qui sont appelées à le devenir peuvent aussi fréquenter l'Institut aux conditions déterminées par le procureur général.

1968, c. 17, a. 77; 1970, c. 12, a. 16.

École de police. **94.** Toute municipalité visée à l'article 64 qui établit un corps de police a les pouvoirs requis pour établir par règlement et maintenir une école de police.

Approbation. Un tel règlement doit, pour être valide, être approuvé par le gouvernement.

1968, c. 17, a. 78.

SECTION VII

POUVOIRS D'URGENCE

Commandement général. **95.** Le gouvernement peut, s'il est d'avis que la santé ou la sécurité publique est en danger dans l'ensemble ou dans toute partie du territoire du Québec, ordonner que le directeur général de la Sûreté ou que toute autre personne qu'il désigne assume, sous l'autorité du procureur général et pour une période qu'il indique mais qui ne doit pas excéder trente jours à la fois, le commandement et la direction de la Sûreté et de tous les corps de police municipaux qu'il mentionne, et de leurs membres.

1968, c. 17, a. 79.

Juridiction. **96.** Dès qu'un arrêté en conseil est adopté en vertu de l'article 95, tout membre de la Sûreté et d'un corps de police municipal qui y est mentionné, y compris le directeur ou chef d'un tel corps, passe alors sous le commandement et la direction de la personne qui y est désignée et a l'autorité requise pour l'application des lois du Québec et des règlements de toutes les municipalités dont les corps de police sont visés par ledit arrêté en conseil; aucun membre d'un tel corps de police ne peut démissionner de son poste sans le consentement de

la personne désignée dans l'arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95, sauf s'il atteint l'âge de la retraite.

1968, c. 17, a. 80.

Dépôt des arrêtés adoptés. **97.** Le procureur général doit déposer à l'Assemblée nationale tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95 au plus tard le troisième jour au cours duquel siège l'Assemblée, après l'adoption de l'arrêté.

Demande de révocation. Dès qu'un arrêté en conseil est ainsi déposé tout député peut, par une motion qui ne requiert aucun avis de présentation, demander la révocation de cet arrêté; cette motion doit être étudiée d'urgence et sa présentation interrompt tout débat en cours; si elle est adoptée, l'arrêté en conseil cesse alors d'être en vigueur.

Publication. Tout arrêté en conseil adopté en vertu de l'article 95 est publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.

1968, c. 17, a. 81; 1968, c. 9, a. 90; 1968, c. 23, a. 8.

Effet de la section. **98.** La présente section a son effet nonobstant toute disposition inconciliable de la présente loi ou de toute autre loi, générale ou spéciale.

1968, c. 17, a. 82.

SECTION VIII

DISPOSITIONS FINALES

Interprétation. **99.** Dans toute loi ou proclamation ainsi que dans tout arrêté en conseil, contrat ou document, les expressions «constable», «agent de la paix», «policier», «agent de police», «officier de police», «officier de la paix» ainsi que toute autre expression semblable, désignent, à moins que le contexte n'indique un sens différent, un membre de la Sûreté, un policier municipal ou un constable spécial, suivant les pouvoirs et l'autorité qui leur sont respectivement conférés par la présente loi.

1968, c. 17, a. 97 (*partie*).

Usage de l'ancien nom. **100.** Aucune irrégularité ne résulte de l'emploi de l'expression «Sûreté provinciale du Québec» ou de toute abréviation ou de tout sigle de cette expression pour désigner la Sûreté du Québec.

1968, c. 17, a. 101.

Application de la loi. **101.** Le procureur général est chargé de l'application de la présente loi.

1968, c. 17, a. 106.

ANNEXE A

Serment d'allégeance et d'office

(Article 4)

« Je, A.B., jure que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de
., avec honnêteté et justice, (*dans le cas d'un membre de la Sûreté ou d'un policier municipal, ajouter ce qui suit:*)
.
et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec (*le gouvernement ou la municipalité, selon le cas*), à part de mon traitement, ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par (*un arrêté du gouvernement ou un règlement ou une résolution du conseil, selon le cas*). Ainsi Dieu me soit en aide. »

1968, c. 17, annexe A.

ANNEXE B

Serment de discrétion

(Article 4)

« Je, A.B., jure de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. Ainsi Dieu me soit en aide. »

1968, c. 17, annexe B.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 17 des lois annuelles de 1968, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 62*c*, 97 (*partie*), 98 à 100, 102 à 105, 107 et 108, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre P-13 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1968 **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 17

Chapitre P-13

LOI DE POLICE

LOI DE POLICE

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 9	1 - 9	
9a	10	
10	11	
11	12	
12	13	
13	14	
14	15	
15	16	
16	17	
17	18	
18	19	
19	20	
20	21	
21	22	
21a	23	
21b	24	
21c	25	
21d	26	
21e	27	

L.Q. 1968, c. 17

L.R. 1977, c. P-13

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
22	28	
22a	29	
22b	30	
22c	31	
22d	32	
23	33	
24	34	
25	35	
26	36	
27	37	
28	38	
29	39	
30	40	
31	41	
32	42	
33	43	
par. 1°	par. 1°	
par. 2° - 3°	par. 2°	Remplacés 1969, c. 22, a. 7
par. 4°	par. 3°	
par. 5°	par. 4°	
par. 6°	par. 5°	
34	44	
35	45	
36	46	
37	47	
38	48	
39	49	

LOI DE POLICE

L.Q. 1968, c. 17

L.R. 1977, c. P-13

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

40

50

41

51

42

52

43

53

44

54

45

55

46

56

47

57

48

58

49

59

49*a* - 49*b*

Abrogés 1971, c. 17, a. 7

50

60

51

61

51*a*

62

51*b*

63

52

64

53

65

53*a*

66

54

67

55

68

56

69

57

70

58

71

59

72

60

73

61

74

62

75

62*a*

76

LOI DE POLICE

L.Q. 1968, c. 17

L.R. 1977, c. P-13

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

62*b*

77

62*c*

Omis

62*d*

78

63

79

64

80

65

81

66

82

67

83

68

84

69

85

70

86

71

87

72

88

73

89

74

90

75

91

76

92

77

93

78

94

79

95

80

96

81

97

82

98

83

Modification intégrée au
c. R-12, a. 55

84 - 85

Inopérants 1976,
c. 9, a. 53

86 - 87

Omis

L.Q. 1968, c. 17

L.R. 1977, c. P-13

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
88		Modification intégrée au c. C-19, a. 71
89		Modification intégrée au c. C-19, a. 412
90		Omis
91		Modification intégrée au c. C-19, a. 628
92		Modification intégrée au c. D-6, a. 1
93		Modification intégrée au c. D-6, a. 12
94		Modification intégrée au c. F-3, a. 2
95 - 96		Omis
97	99	
98 - 100		Omis
101	100	
102 - 105		Omis
106	101	
107 - 108		Omis
Annexes A - B	Annexes A - B	

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

